ICPA
L'INSTITUT CANADIEN DES POLITIQUES AGROALIMENTAIRES

Arguments en faveur de l'expansion de la fabrication d'aliments et de boissons au Canada

Octobre 2026

Food and Beverage Canada
Aliments et boissons Canada

Rapport préparé pour le compte d'Aliments et boissons Canada par l'Institut canadien des politiques agroalimentaires
Margaret Zafiriou et Elise Bigley

Table des matières

Sommaire **3**

L'impératif d'agir **5**

L'importance du secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons **6**

Le Canada rate des occasions de croissance **8**

L'ampleur des perspectives qui se dessinent d'ici 2035 **10**

Le Canada sait comment attirer les investissements **13**

Faire du Canada la destination de choix pour les investissements, la modernisation et la croissance **17**

Sommaire

Le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons représente une importante occasion économique pour le Canada.



Un secteur clé pour le Canada

Le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons est déjà le plus grand secteur manufacturier au pays. Il génère environ :

188 milliards de dollars
de revenus annuels

35,1 milliards de dollars
au PIB

et soutient plus de
318 000
emplois directs

Avec plus de 9 000 établissements partout au pays, le secteur relie l'agriculture canadienne aux consommateurs, aux services de restauration et aux marchés mondiaux, tout en achetant environ la moitié de la production agricole canadienne.

Mais la croissance de la productivité stagne

La productivité du travail dans le secteur de la fabrication d'aliments a augmenté de 1,4 % par année entre 2011 et 2018, mais est demeurée essentiellement stable entre 2019 et 2025. Parallèlement, les fabricants font face à une hausse des coûts, à de l'incertitude commerciale et à des pressions croissantes pour investir, automatiser et améliorer leur productivité.

Le potentiel est réel

La Stratégie nationale de sécurité alimentaire du gouvernement fédéral a établi une cible de croissance annuelle de 2,75 % du PIB de la transformation alimentaire entre 2027 et 2035. Atteindre cette cible — et saisir l'occasion encore plus importante qui se présente — exigera plus que des programmes isolés. Cela dépendra de l'ensemble des conditions qui permettent aux entreprises d'investir, de moderniser leurs installations, de prendre de l'expansion et de faire concurrence.

Cinq priorités pour saisir cette occasion

Transformer ce potentiel économique en investissements et en croissance exige plus que du financement. Le Canada devrait reconnaître la fabrication d'aliments et de boissons comme une source de capacité sectorielle stratégique et adopter une approche coordonnée fondée sur cinq priorités.

1 INVESTIR

Encourager le secteur privé à investir des capitaux dans l'automatisation, l'expansion et la capacité de fabrication.

2 MODERNISER

Reconnaître l'automatisation, la robotique, le virage numérique et l'adoption progressive des technologies comme des formes essentielles d'innovation en fabrication d'aliments et de boissons et veiller à ce que les programmes fédéraux soutiennent ces investissements.

3 MIEUX RÉGLEMENTER

Préserver les objectifs d'intérêt public et de salubrité des aliments tout en réduisant les chevauchements inutiles, les délais et les contraintes réglementaires sans valeur ajoutée.

4 RENFORCER LA MAIN-D'ŒUVRE

Harmoniser les politiques d'immigration, de formation et de main-d'œuvre avec les besoins à long terme du secteur en matière de main-d'œuvre et de compétences.

5 SOUTENIR LA COMPÉTITIVITÉ

S'attaquer aux coûts structurels qui influent sur la capacité des fabricants canadiens à faire concurrence au pays et à l'étranger.

Le plus grand secteur manufacturier du Canada devrait être traité comme tel.

L'impératif d'agir

Le plus grand secteur manufacturier du Canada constitue un atout économique stratégique; pourtant, son potentiel en matière d'investissements, de productivité et de croissance reste sous-exploité.

Le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons est le maillon qui relie l'agriculture canadienne aux consommateurs, aux détaillants, aux services de restauration et aux marchés d'exportation. Il représente également le plus grand secteur manufacturier au pays, contribuant ainsi au dynamisme du système agricole et agroalimentaire. Pourtant, malgré son importance économique, sa contribution à la production alimentaire nationale et son incidence sur la balance commerciale du Canada, le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons ne bénéficie pas du même niveau de soutien à l'investissement, de priorisation industrielle ou d'attention stratégique en matière de politiques que d'autres grands secteurs manufacturiers, comme ceux de l'automobile et de l'aérospatiale. **Les entreprises prennent actuellement d'importantes décisions d'investissement concernant l'emplacement de leurs prochaines usines, leurs chaînes de production et leur équipement, et le Canada ne peut se permettre de rater les occasions qui se présentent à lui.**

Des signes montrent qu'un tournant est en cours.

La Stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) du gouvernement fédéral prévoit une somme de 3,2 milliards de dollars sur dix ans pour mettre en place un système alimentaire plus résilient et renforcer la production alimentaire nationale, l'accessibilité financière des aliments ainsi que la capacité de production à valeur ajoutée. Les ministres de l'Agriculture ont réitéré cet engagement à Halifax en établissant les piliers du prochain cadre stratégique pour l'agriculture, soit le renforcement de la capacité nationale de production à valeur ajoutée ainsi que l'amélioration de la productivité et de la rentabilité. **Il s'agit de pas dans la bonne direction, mais pour tirer son épingle du jeu, le Canada doit transformer cet intérêt renouvelé en investissements et accroître sa capacité de fabrication.**

Les conditions propices à la croissance sont de plus en plus restreintes.

Le Canada doit mettre en place un environnement favorable qui incite les entreprises à investir, à innover, à prendre de l'expansion et à faire concurrence, **d'autant plus que la hausse des coûts, l'incertitude commerciale et la concurrence pour attirer les capitaux influencent où les entreprises choisissent d'investir**. Le bilan du Canada en matière de programmes de soutien à l'industrie montre qu'une approche axée sur les dépenses en immobilisations, l'innovation, la recherche et développement, la main-d'œuvre qualifiée, l'ouverture des marchés et la réforme réglementaire est la plus efficace. Si un soutien gouvernemental aux investissements peut s'avérer bénéfique, celui-ci doit toutefois être souple, adapté, transparent et conçu pour mobiliser les investissements privés au lieu de les remplacer.

L'enjeu va bien au-delà du simple développement d'un secteur manufacturier.

La question est maintenant de savoir si les politiques et le soutien à l'investissement du Canada sont adéquats et suffisamment ciblés pour favoriser les investissements et les gains de productivité requis pour bâtir un secteur de la fabrication d'aliments et de boissons prospère pour l'avenir. La vigueur du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la résilience agricole, le développement économique rural, les exportations, la productivité, la compétitivité et l'abordabilité des aliments. Mais pour concrétiser ces avantages, il faut reconnaître la fabrication d'aliments et de boissons comme une source de capacité industrielle stratégique et instaurer les conditions permettant aux entreprises d'investir, d'automatiser leurs chaînes de production, de prendre de l'expansion et de s'implanter ici, au Canada.

L'importance du secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons

Le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons constitue une puissance économique qui génère des emplois et soutient des collectivités partout au pays. Il rehausse la valeur de la production agricole canadienne et rivalise sur les marchés mondiaux.

En 2025, le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons a généré des revenus d'environ **188 milliards de dollars ainsi qu'un PIB de 35,1 milliards de dollars**. Il comptait plus de 9 000 établissements dans tout le pays, la plupart se trouvant en Ontario et au Québec. Le Canada abrite l'un des plus grands pôles de fabrication d'aliments et de boissons d'Amérique du Nord, et les fabricants de ce secteur effectuent actuellement un virage vers des technologies de pointe, comme la robotique, l'automatisation, l'intelligence artificielle (IA), le contrôle numérique des processus, les solutions d'emballage de pointe et l'équipement spécialisé, pour améliorer leur productivité, leur efficacité et leur compétitivité.

De nombreuses entreprises du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons sont des petites et moyennes entreprises (PME). Les grandes entreprises comptant plus de 500 employés ne représentent que 1 % des entreprises, mais génèrent environ 72 % des revenus. Les fabricants du secteur produisent une grande variété de produits alimentaires. Parmi les catégories de produits les plus importantes se trouvent celles des viandes transformées, des produits de boulangerie et des céréales, de même que celles des produits laitiers, des préparations de fruits et de légumes, du sucre et des confiseries ainsi que des poissons et fruits de mer, entre autres.

Le secteur joue un rôle unique dans la lutte contre l'insécurité alimentaire sur son territoire, en plus d'être un grand exportateur net.

La fabrication nationale d'aliments et de boissons contribue à la sécurité alimentaire au Canada en soutenant la capacité de production alimentaire locale dans des collectivités partout au pays. Le secteur contribue également à la création d'emplois dans les collectivités rurales, favorisant ainsi la qualité de vie et la prospérité économique des populations rurales et urbaines. Le Canada fait partie des rares pays au monde à exporter plus de produits agroalimentaires qu'il n'en importe. Ses fabricants d'aliments et de boissons jouent donc un rôle important en renforçant la balance commerciale internationale du pays, en contribuant à la sécurité alimentaire mondiale et en stimulant la demande de produits agricoles canadiens. En effet, ils achètent environ la moitié de la production agricole du pays.

En période de perturbation des marchés internationaux, le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons remplit une fonction stratégique en renforçant la souveraineté, la sécurité et la résilience alimentaires des Canadiens. Il est donc essentiel que le Canada tire parti des avantages à reconnaître ce secteur comme une source de capacité sectorielle stratégique et qu'il mette en place les conditions propices à l'investissement, à l'automatisation de la production, à l'expansion et à l'implantation des entreprises. **Le Canada ne doit pas seulement accroître sa production alimentaire, mais aussi renforcer sa capacité à transformer davantage de ces aliments sur son propre territoire.**

Figure 1 : Le système agricole et agroalimentaire canadien



Source : Statistique Canada et calculs de l'ICPA

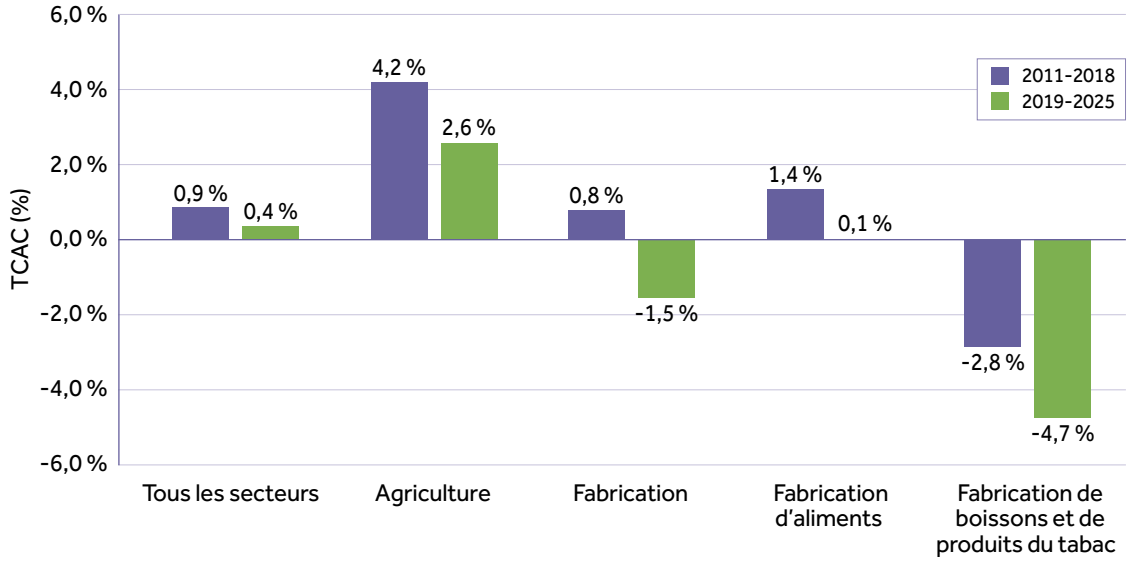
Le récent ralentissement de la croissance de la productivité pourrait avoir contribué à la baisse de 2,5 % du PIB réel du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons en 2025. Le secteur a subi de fortes pressions dues à l'incertitude commerciale ainsi qu'à la hausse des coûts des matières premières et des intrants intermédiaires. De plus, le PIB a reculé dans plusieurs sous-secteurs importants, dont ceux de la transformation de la viande, des produits de boulangerie et de la mouture de céréales et de graines oléagineuses, qui représentent ensemble plus de la moitié du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons. Parallèlement, de meilleurs résultats dans le secteur agricole primaire ont fait passer son PIB au-dessus de celui de la fabrication d'aliments et de boissons. Cet écart souligne l'importance de renforcer la capacité de transformation à valeur ajoutée du Canada en favorisant les investissements, les gains de productivité et un environnement d'exploitation plus concurrentiel.

Le Canada rate des occasions de croissance

Le Canada a tout à gagner à tirer parti de ses ressources agricoles, de sa capacité de fabrication, de son expertise, de sa main-d'œuvre qualifiée et de sa réputation mondiale de superpuissance agroalimentaire.

Mais le Canada rate des occasions de croissance. Selon de récents travaux de l'ICPA portant sur la productivité, un levier essentiel de la future croissance et de la compétitivité du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons, le secteur a connu un meilleur rendement que bien d'autres secteurs entre 2011 et 2018, notamment grâce aux importantes dépenses en immobilisations qui y ont été réalisées et à l'adoption de technologies par les entreprises. Toutefois, ses résultats à long terme se sont affaiblis depuis 2019 en raison d'une stagnation de la productivité du travail. La productivité du travail dans le secteur de la fabrication d'aliments a augmenté de 1,4 % par année de 2011 à 2018, puis est restée pratiquement inchangée de 2019 à 2025 (figure 2). Si ce ralentissement s'explique en partie par les perturbations liées à la COVID-19, ce sont désormais la hausse des coûts et l'incertitude croissante sur les plans géopolitique et commercial qui freinent les investissements et les gains de productivité dans le secteur.

Figure 2 : Croissance de la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons, de 2011 à 2025



Source : Statistique Canada

Le ralentissement de la croissance de la productivité est préoccupant.

Ce ralentissement est particulièrement inquiétant compte tenu de l'objectif de croissance du PIB de 2,75 % par année entre 2027 et 2035, prévu dans la SNSA. Les pressions découlant de la guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis contribuent également à une hausse de l'incertitude. Pour atteindre l'objectif de croissance fixé dans la SNSA, il faudra renforcer les principaux moteurs de la productivité, comme les dépenses en immobilisations, la technologie et l'innovation, la main-d'œuvre qualifiée et l'accès aux marchés, tout en veillant à instaurer des conditions propices et un cadre réglementaire qui stimulent la croissance au Canada. Le gouvernement fédéral s'étant fixé comme cible de mobiliser 1 000 milliards de dollars en nouveaux investissements au Canada au cours des cinq prochaines années, il est possible d'envisager avec un certain optimisme que les perspectives d'avenir du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons soient atteignables.

Le récent rapport sur la valeur ajoutée publié par l'ICPA sert de point de départ pour examiner comment un soutien fédéral pourrait renforcer les facteurs de productivité et stimuler la croissance à long terme du secteur. Comme la fabrication d'aliments et de boissons relève d'un secteur à la fine pointe de la technologie, la politique industrielle du Canada devrait tenir compte, à juste titre, de la modernisation et de l'adoption de technologies dans son examen des mesures de soutien susceptibles de stimuler les investissements des entreprises du secteur.

L'enjeu au Canada consiste à créer un environnement propice aux investissements qui permette aux fabricants de tirer parti des occasions qui se présenteront.

Les récentes mesures fiscales fédérales, comme les déductions pour amortissement accéléré et d'autres mesures incitatives à l'investissement (p. ex. la passation en charges immédiate des dépenses en capital), se sont avérées efficaces pour renforcer la rentabilité des investissements des entreprises. Toutefois, les décisions d'investissement – qu'elles concernent les machines et matériel ou le choix de l'emplacement de la prochaine usine ou chaîne de production d'une entreprise – sont influencées par des facteurs plus généraux, notamment les exigences réglementaires, les coûts liés aux immobilisations, la disponibilité de la main-d'œuvre et de l'énergie et le coût des intrants. La montée des tensions commerciales, des risques géopolitiques et des pressions sur les coûts dissuade les entreprises d'investir au Canada, tandis que l'incertitude croissante pèse sur le climat d'investissement du pays et freine les décisions d'investissement futures. Il sera donc essentiel d'assurer une plus grande prévisibilité et de favoriser un environnement commercial concurrentiel afin d'attirer les investissements qui permettront de soutenir la productivité et la croissance futures. L'enjeu au Canada n'est donc pas de remédier à un manque de possibilités, mais d'instaurer un climat d'investissement qui incite les fabricants à saisir ces possibilités.

L'ampleur des perspectives qui se dessinent d'ici 2035

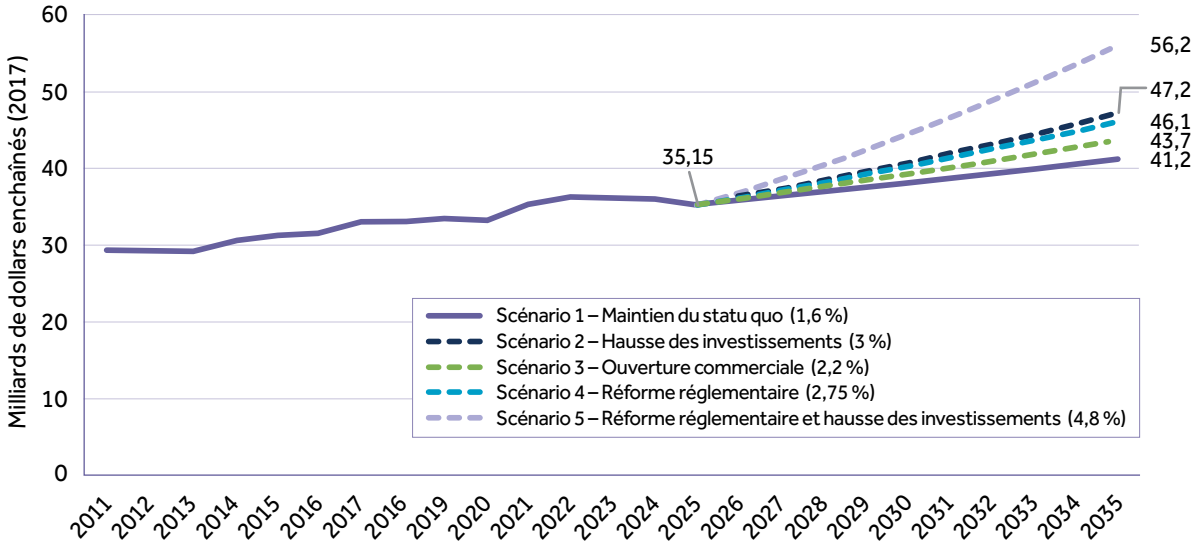
Les possibilités de croissance dans le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons dépendront de la réponse du gouvernement et des entreprises.

En nous appuyant sur notre compréhension des conditions à mettre en place pour pouvoir saisir les occasions qui se présenteront dans le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons d'ici 2035, nous avons élaboré cinq scénarios illustrant ce à quoi le secteur pourrait ressembler en 2035. Ces cinq scénarios montrent comment différentes hypothèses concernant les dépenses en immobilisations, la productivité et les changements aux politiques pourraient stimuler la croissance du PIB du secteur. Il ne s'agit pas de prévisions, puisque ces scénarios ne formulent pas des hypothèses sur la probabilité des résultats, mais plutôt d'un exercice visant à examiner des perspectives d'avenir potentielles.

Le **scénario de référence** (maintien du statu quo) tient compte du PIB réel de 35,1 milliards de dollars du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons en 2025 et table sur un taux de croissance historique de 1,6 % par année jusqu'en 2035. Selon ces hypothèses modestes en matière de productivité et de dépenses en immobilisations, le PIB réel atteindrait 41,2 milliards de dollars (figure 3).

Le **scénario 2** repose sur l'hypothèse selon laquelle un soutien gouvernemental accru et une hausse des investissements privés permettraient de doubler les dépenses en immobilisations. Cela porterait le taux de croissance de l'intensité du capital (ratio capital-travail) à 1,4 % par année, ce qui, conjugué à une augmentation des gains de productivité, entraînerait une croissance du PIB réel de 3 % par année jusqu'en 2035. D'ici 2035, le PIB cumulatif dépasserait de 31 milliards de dollars celui du scénario de référence (figure 4). Compte tenu des effets multiplicateurs économiques

Figure 3 : Cinq scénarios de croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada et calculs de l'ICPA

du secteur, cette activité économique supplémentaire permettrait de soutenir environ 190 286 emplois dans l'ensemble de l'économie grâce à ses effets directs, indirects et induits, et générerait 1,2 milliard de dollars en recettes fiscales supplémentaires ainsi que 12,6 milliards de dollars en revenus du travail supplémentaires pour l'économie canadienne.

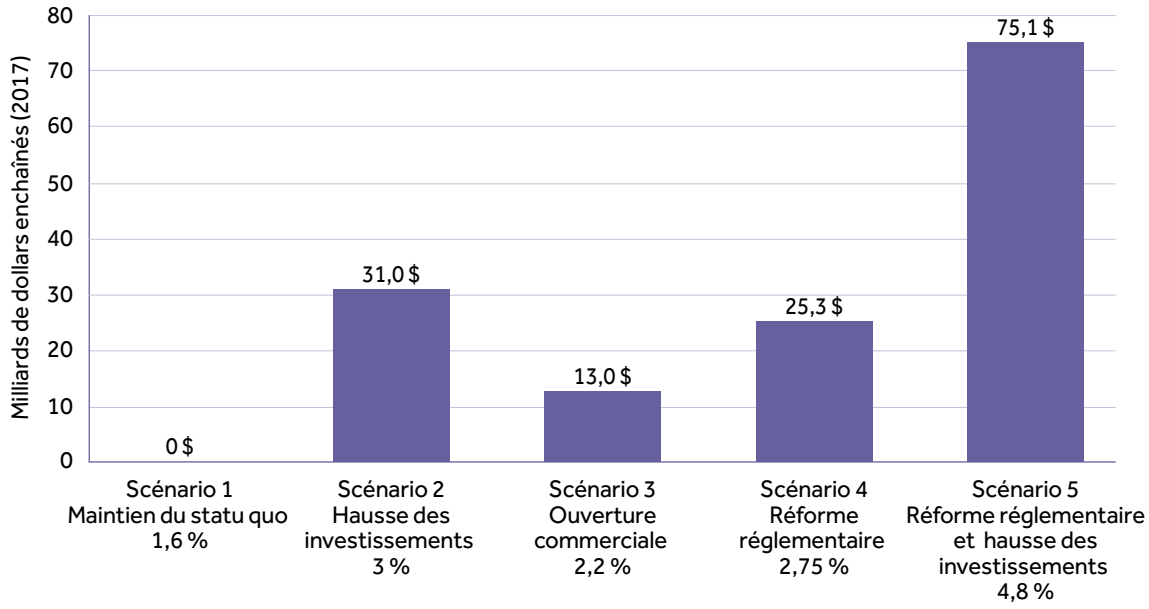
Le **scénario 3** repose sur l'hypothèse d'un environnement commercial plus ouvert. Un accès plus vaste aux marchés et une demande plus forte pour les produits transformés du secteur stimuleraient le PIB, en plus de permettre aux entreprises de prendre de l'expansion et de devenir plus compétitives tout en ayant accès à de nouvelles connaissances, technologies et pratiques commerciales provenant des marchés internationaux. Il en résulterait une croissance de la productivité de 1,5 % et une croissance du PIB de 2,2 % par année jusqu'en 2035. D'ici 2035, le PIB cumulatif dépasserait de 13 milliards de dollars celui du scénario de référence (figure 4). Cette activité économique supplémentaire permettrait de soutenir environ 79 797 emplois dans l'ensemble de l'économie grâce à ses effets directs, indirects et induits, et générerait 5,3 milliards de dollars en revenus du travail pour les Canadiens, une fois toutes les retombées économiques prises en compte.

Le **scénario 4** repose sur une réforme réglementaire qui réduit les coûts et améliore l'efficacité, de sorte que des bénéfices plus élevés favoriseraient les dépenses en immobilisations, faisant ainsi augmenter le ratio capital-travail de 1 % par année. De récentes études ont démontré à quel point les barrières réglementaires étouffent la croissance et dissuadent l'innovation et l'adoption de pratiques qui pourraient accroître la productivité multifactorielle (PMF) de 0,75 % par année. Dans ce scénario, le PIB réel augmenterait de 2,75 % par année, ce qui correspond également au taux de croissance cible de la SNSA. En 2035, le PIB réel du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons se chiffrerait à 46,1 milliards de dollars, ce qui correspond à un PIB cumulatif de 25,3 milliards de dollars de plus que celui du scénario de référence. Compte tenu des effets multiplicateurs économiques, cela permettrait de soutenir 155 342 emplois dans l'ensemble de l'économie grâce aux effets directs, indirects et induits, et générerait 10,3 milliards de dollars de plus en revenus du travail. Bref, ce scénario laisse entendre que l'atteinte des propres cibles de croissance du gouvernement fédéral en matière de fabrication d'aliments et de boissons représente une occasion économique de 25 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie.

Le Canada peut faire mieux. Le scénario 5 met de l'avant ce qu'il peut contrôler et ce qui échappe à son contrôle. L'ouverture commerciale, bien qu'importante, est à la merci des dirigeants et des mesures protectionnistes d'autres pays. En revanche, une réforme réglementaire nationale et un soutien accru de la part du gouvernement pour stimuler les investissements privés constituent des leviers politiques sur lesquels le Canada exerce un contrôle — et qui permettent d'instaurer un environnement favorable, d'accroître la productivité et d'améliorer les perspectives de croissance de façon beaucoup plus prévisible.

Le **scénario 5** combine le meilleur des deux mondes, soit une réforme réglementaire et une hausse des investissements/financements publics, afin d'atteindre une croissance du PIB réel de 4,8 % par année jusqu'en 2035 (figure 3). Une réforme réglementaire importante et un investissement en capital plus élevé sont susceptibles de porter le ratio capital-travail à 2 % par année, la productivité multifactorielle (PMF) à 1,8 % par année et la croissance de la productivité du travail à 3,8 % par année. L'allègement des contraintes réglementaires inutiles et sans valeur ajoutée ouvrirait d'importantes perspectives pour le secteur. Dans ce scénario, le PIB réel atteindrait 56,2 milliards de dollars d'ici 2035, et le PIB cumulatif supplémentaire s'élèverait à 75,1 milliards de dollars d'ici 2035. L'activité économique supplémentaire liée à ce scénario permettrait de soutenir environ 460 983 emplois dans l'ensemble de l'économie grâce à ses effets directs, indirects et induits, et générerait 30,5 milliards de dollars supplémentaires en revenus du travail, 3 milliards de dollars en recettes fiscales et 65,8 milliards de dollars de plus pour l'économie canadienne grâce à l'ensemble des effets multiplicateurs.

Figure 4 : Perspectives d'avenir et secteur de la fabrication d'aliments et de boissons selon différents scénarios – PIB cumulatif par rapport au scénario de maintien du statu quo d'ici 2035



Source : Statistique Canada et calculs de l'ICPA

Les estimations relatives à l'emploi reflètent le nombre total d'emplois soutenus dans l'ensemble de l'économie grâce à des effets directs, indirects et induits, selon les multiplicateurs d'entrées-sorties de Statistique Canada. Elles ne doivent pas être interprétées comme représentant de nouveaux emplois directs dans le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons.

Le Canada sait comment attirer les investissements

Le Canada doit privilégier les approches qui tirent parti des forces du secteur.

Les cinq scénarios présentent ce que le Canada doit faire pour saisir les occasions de croissance qui se présenteront dans le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons au cours de la prochaine décennie. Les hypothèses qui y sont avancées s'appuient sur les résultats des recherches de l'ICPA portant sur les occasions de croissance de la productivité et de transformation à valeur ajoutée. Ces travaux mettent en évidence l'importance d'augmenter la productivité et décrivent divers programmes et stratégies politiques pour renforcer le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons. C'est en stimulant l'innovation et les investissements privés que le Canada parviendra à augmenter la productivité et le PIB, et le gouvernement peut y contribuer en offrant des mesures incitatives, en mobilisant les investissements des entreprises et en mettant en place un environnement commercial propice à cette croissance future.

Le financement gouvernemental récemment annoncé dans le cadre de la SNSA constitue un pas dans la bonne direction. Toutefois, il demeure incertain si les instruments politiques actuels sont adéquats ou suffisamment ciblés pour stimuler les investissements et l'innovation nécessaires à l'atteinte des cibles de 2035. Pour y parvenir, il faudra des programmes de soutien fédéral bien conçus qui offrent un bon rendement pour l'argent investi, ainsi qu'un environnement propice qui encourage les investissements privés.

Ce que nous avons appris

L'examen de différents programmes fédéraux antérieurs axés sur l'investissement et l'innovation nous a permis de cerner les facteurs qui favorisent l'atteinte des objectifs. Plus précisément, des exemples du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile (2008), du Fonds stratégique pour l'innovation (2018) et des Grappes d'innovation mondiales (2018) fournissent des enseignements utiles sur la conception, le financement et la mise en œuvre des programmes, ainsi que sur les critères déterminants pour leur réussite.

Les mesures d'incitation à la compétitivité jouent un rôle déterminant.

Le financement accordé au titre du **Fonds d'innovation pour le secteur automobile** (1,1 milliard de dollars, 2009-2017) a d'abord pris la forme de contributions remboursables. Toutefois, le programme a perdu de son attrait lorsque les capitaux sont devenus plus facilement accessibles dans les administrations concurrentes. En commençant à verser des contributions non remboursables, le programme a réussi à mobiliser 4,9 milliards de dollars en investissements privés pour la relance du secteur automobile.

Les fonds publics stimulent les investissements privés lorsqu'ils sont assortis de modalités d'application appropriées.

Dans le cas du **Fonds stratégique pour l'innovation** (18,5 milliards de dollars, 2017-2023), chaque tranche de 5,2 milliards de dollars en fonds publics a permis de mobiliser 54 milliards de dollars en investissements privés. Cependant, le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons n'a pas pu tirer parti du programme, car ses modalités d'application décourageaient les projets de moindre envergure, accordaient une grande importance à la création d'emplois et privilégiaient l'innovation de rupture au détriment de l'innovation progressive, qui est plus courante dans le secteur. privilégiaient l'innovation de rupture au détriment de l'innovation progressive, qui est plus courante dans le secteur.

Une coordination efficace et une conception souple sont essentielles pour les programmes axés sur l'innovation.

Le financement offert dans le cadre des **Grappes d'innovation mondiales** (950 millions de dollars, 2017-2021) s'est révélé efficace pour renforcer les écosystèmes d'innovation dans des secteurs prioritaires. Son approche fondée sur la collaboration et le partage des connaissances ainsi que sa capacité à stimuler les investissements en recherche et développement ont été déterminantes pour sa réussite. Toutefois, les résultats ont varié selon les domaines d'intervention et les régions, et les projets sont demeurés trop cloisonnés pour produire des retombées plus larges pour les participants.

Les parts du PIB total qui reviennent aux secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale et des minéraux critiques sont respectivement de 0,7 %, de 0,3 % et de 1,2 %. Pourtant, ces secteurs reçoivent un soutien fédéral plus important que celui de la fabrication d'aliments et de boissons. En effet, le soutien fédéral accordé dans le cadre de stratégies industrielles s'élève à 20 % du PIB du secteur de l'automobile, à 22,4 % du PIB du secteur de l'aérospatiale et à environ 13,4 % du PIB du secteur des minéraux critiques (tableau 1). À titre comparatif, le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons représente 1,6 % du PIB du Canada. Or, les engagements de financement annoncés par le gouvernement fédéral ne représentent que 5 % du PIB annuel de ce secteur. Malgré sa taille et son rôle indispensable dans l'économie canadienne, le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons n'obtient pas un soutien fédéral proportionnel à son importance stratégique. Le Canada néglige une occasion de renforcer ce secteur stratégique.

Tableau 1 : Importance relative du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons par rapport à d'autres secteurs stratégiques

2025	Fabrication d'aliments et de boissons	Fabrication de pièces de véhicules automobiles	Fabrication de produits de l'aérospatiale	Chaîne d'approvisionnement en batteries de VE	Minéraux critiques (mines et carrières)
PIB – milliards de $ enchaînés (2017) (Source : Statistique Canada)	35,1 G$	15,7 G$	7,8 G$	24 G$ (estimation pour 2026); Source : Mobilité électrique Canada, 2025	28,3 G$
% du PIB total	1,6 %	0,7 %	0,3 %		1,2 %
Expéditions en G$	188,7 G$	92,9 G$	31,6 G$		62,2 G$
Emplois	318 513	103 435	47 165	186 000 (estimation pour 2026); Source : Mobilité électrique Canada, 2025	85 407
Exportations	60,2 G$	70 G$	23,7 G$		87,6 G$
Stratégies industrielles ciblées	Stratégie nationale de sécurité alimentaire (2026-2035) – 3,2 G$ sur 10 ans; 1,75 G$ (estimation) pour la fabrication d'aliments et boissons	Stratégie automobile (2026) (FRS et IRRT) – 3,1 G$	Aérospatiale (FSI) – 1,75 G$ dans le budget de 2021; Cadre stratégique national pour le secteur de l'aérospatiale et de la défense (2025)	Soutien du FSI pour usines de batteries pour VE – 19 G$ (Northvolt, 7 G$; Stellantism 5 G$; Volkswagon, 7 G$); (financement gouvernemental total estimé à 43,6 G$ par le DPB)	Stratégie canadienne sur les minéraux critiques; budget de 2021 (FSI) – 1,5 G$; budget de 2022 – 3,8 G$
Soutien fédéral annoncé, en % du PIB annuel du secteur	5 % (1,75 G$/35,1 G$)	19,7 % (3,1 G$/15,7 G$)	22,4 % (1,75 G$/7,8G$)	79 % (19 G$/24 G$)	13,4 % (3,8 G$/28,3 G$)

Source : Statistique Canada et calculs de l'ICPA; Mobilité électrique Canada, 2025

Les besoins du secteur

À l'avenir, le financement fédéral axé sur la compétitivité et la croissance du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons devra s'accompagner de modalités d'application plus souples, adaptées à la structure du secteur, à son ratio d'intensité du capital et à la nature de ses initiatives d'innovation. Concrètement, cela suppose d'élaborer des programmes qui tiennent compte des réalités et des besoins du secteur, notamment :

- **Une conception de programme souple pour des entreprises de toutes tailles.** Les programmes visant à mobiliser et à attirer des investissements de capitaux doivent être conçus de manière à aider les petites entreprises à croître, les moyennes entreprises à prendre de l'expansion et les grandes entreprises à réaliser des investissements importants au Canada. Par le passé, certains programmes fédéraux d'innovation étaient moins accessibles aux entreprises visées, puisque leurs critères ne tenaient pas compte des réalités propres aux différents secteurs et aux différentes tailles d'entreprise. La forte adhésion aux nouveaux programmes d'investissement démontre que les entreprises canadiennes manifestent un vif intérêt pour l'investissement et la croissance lorsque les programmes sont bien ciblés.
- **Une reconnaissance de la modernisation et de l'adoption de technologies en tant que formes d'innovation.** Compte tenu de la forte intensité en capital du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons, l'innovation passe souvent par l'adoption de nouvelles technologies, l'amélioration des processus de production et des pratiques commerciales ou le développement de nouveaux produits. Plutôt que de privilégier principalement l'innovation révolutionnaire ou fondée sur la découverte, les programmes fédéraux devraient donc reconnaître et soutenir ces formes d'innovation.
- **Une priorité accordée à la productivité, à la croissance et à l'efficacité.** Le programme du Fonds stratégique pour l'innovation ne répondait pas initialement aux besoins du secteur agroalimentaire et des PME, puisque l'admissibilité reposait sur la création d'emplois, malgré les pénuries de main-d'œuvre persistantes qui limitent la capacité du secteur à créer de nouveaux postes. Un critère axé sur l'amélioration de la productivité tiendrait mieux compte de la réalité du secteur.

Faire du Canada la destination de choix pour les investissements, la modernisation et la croissance

Le Canada dispose de tous les atouts nécessaires pour devenir un chef de file mondial de la fabrication d'aliments et de boissons. Il lui faut maintenant une approche stratégique pour stimuler la productivité, l'investissement et la croissance à long terme.

Bien que la SNSA constitue un bon point de départ, tirer parti des atouts du Canada et ainsi accroître la production nationale à valeur ajoutée, renforcer les résultats des exportations et favoriser la croissance économique à long terme exigera plus que des mesures de soutien à l'investissement. Le Canada a besoin d'un environnement commercial concurrentiel qui permet aux fabricants d'aliments et de boissons d'investir, de moderniser leurs installations, de prendre de l'expansion et de croître. Pour ce faire, les décisions fédérales en matière de politiques et d'investissements devraient s'articuler autour de cinq priorités :

1. **Investir :** Encourager le secteur privé à investir des capitaux dans l'automatisation, l'expansion et la capacité de fabrication.
2. **Moderniser :** Reconnaître l'automatisation, la robotique, le virage numérique et l'adoption progressive des technologies comme des formes essentielles d'innovation en fabrication d'aliments et de boissons et veiller à ce que les programmes fédéraux soutiennent ces investissements.
3. **Adopter une réglementation plus intelligente :** Protéger les objectifs d'intérêt public et l'intégrité du système de salubrité des aliments, tout en réduisant les chevauchements inutiles, les délais et les contraintes réglementaires sans valeur ajoutée.
4. **Renforcer la main-d'œuvre :** Harmoniser les politiques d'immigration, de formation et de main-d'œuvre avec les besoins à long terme du secteur en matière de main-d'œuvre et de compétences.
5. **Soutenir la compétitivité :** S'attaquer aux coûts structurels qui influent sur la capacité des fabricants canadiens à faire concurrence au pays et à l'étranger.

Toute approche stratégique visant à faire du Canada l'une des meilleures destinations au monde pour la fabrication d'aliments et de boissons doit être assortie d'objectifs ambitieux. Ceux-ci devraient permettre d'accroître le PIB réel du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons d'au moins 4 % par année, ce qui dépasserait l'objectif de 2,75 % prévu dans la SNSA. Pour évaluer les progrès du secteur vers l'atteinte de ces objectifs, le gouvernement fédéral pourrait s'appuyer sur les mesures et indicateurs de rendement clés suivants :

- **Mobilisation de capitaux privés :** Mobilisation de 10 dollars supplémentaires en investissements privés pour chaque dollar de soutien gouvernemental accordé au secteur de la fabrication d'aliments et de boissons pour stimuler les investissements.
- **Croissance de la productivité :** Taux de croissance de la productivité du travail de 3 % par année.
- **Investissement par travailleur (ratio capital-travail) :** Taux de croissance de l'investissement par travailleur de 2 % par année.
- **Exportations :** Taux de croissance des exportations de 5 % par année en élargissant l'accès aux marchés, en maintenant une balance commerciale positive et en diversifiant les échanges commerciaux. Cela suppose également de renforcer les échanges avec les pays qui ont déjà conclu des accords commerciaux avec le Canada.
- **Transformation nationale :** Faire passer de 70 % à 80 % la part des aliments transformés consommés au Canada qui sont produits au pays.

Le Canada possède les atouts nécessaires pour devenir un chef de file mondial de la fabrication d'aliments et de boissons à valeur ajoutée : des ressources agricoles, une expertise en matière de fabrication, une main-d'œuvre qualifiée et un accès aux marchés. Il lui faut désormais adopter une approche stratégique qui reconnaisse ce secteur comme une infrastructure économique critique et qui crée les conditions permettant aux entreprises d'investir, de moderniser leurs installations et de prendre de l'expansion ici même au pays. L'occasion est considérable, mais rien n'est acquis. Les décisions prises aujourd'hui détermineront si le Canada saura tirer parti de cette croissance ou s'il verra la prochaine génération d'investissements dans la fabrication d'aliments et de boissons profiter à d'autres pays.

ICPA
L'INSTITUT CANADIEN DES POLITIQUES AGROALIMENTAIRES

Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, avenue Carling
Ferme expérimentale centrale, immeuble 60
Ottawa (Ontario) K1A 0C6
capi-icpa.ca/fr

Food and Beverage Canada
Aliments et boissons Canada

Rapport préparé pour le compte d'Aliments et boissons Canada par l'Institut canadien des politiques agroalimentaires
fbc-abc.com | Courriel : Admin@fbc-abc.com